



Consultation publique sur la « neutralité du Net »

Contribution de la SACD

juillet 2010

Loin d'être un débat technophile, les interrogations et les discussions qui ont commencé à s'organiser autour de la neutralité du Net ont de larges implications concernant l'accès à la culture, le financement de la création et le respect des droits d'auteurs.

C'est à ce titre que la SACD, qui félicite l'ARCEP d'avoir initié cette consultation, a souhaité apporter sa contribution et se positionner sur un principe qui nous semble malheureusement flou et réducteur.

### **- *Quel périmètre pour la neutralité du Net ?***

Si la neutralité du Net est aujourd'hui et depuis plusieurs années, un objet de questionnement en France, en Europe et aux Etats-Unis, les interrogations portent autant sur la façon d'en organiser la mise en œuvre que sur sa définition même. C'est là un fait tout à fait troublant que les débats d'experts n'aient pu au terme de multiples années de réflexions aboutir à un consensus sur les contours précis de cette notion.

Plutôt que de tenter de définir une notion qui s'avère être une auberge espagnole dans laquelle chaque lobby essaie de défendre des intérêts particuliers, il nous semble préférable d'insister sur des principes qui doivent être à la base de la régulation d'Internet, régulation qui doit être consubstantielle à l'existence tout réseau public de communication.

Au-delà de la nécessaire accessibilité et disponibilité pour tous des réseaux de communication dans des conditions transparentes et non discriminatoires, ces réseaux libres et ouverts doivent également respecter les lois de la République et véhiculer des contenus légaux.

Nous nous plaçons là dans les pas de la Secrétaire d'Etat au développement de l'économie numérique, Nathalie Kosciusko-Morizet qui, lors des débats organisés le 13 avril dernier au colloque de l'ARCEP consacré à la neutralité du Net, avait indiqué que « *l'utilisateur d'Internet doit continuer à avoir accès à la totalité des services légaux qui sont proposés sur Internet.* ».

C'est aussi la thèse défendue par la FCC aux Etats-Unis qui, dans une récente proposition, relavait que son « *projet de règlement n'empêcherait pas les FAI de prendre des mesures raisonnables pour empêcher le transfert de contenu illicite, telle que la distribution illégale d'œuvres protégées* ».

En tout état de cause, la neutralité du Net, ce n'est pas :

- l'impunité ou l'irresponsabilité du Net
- un principe de totale gratuité du Net

La logique libertaire et d'échange qui reste un des éléments de la philosophie du Net ne doit pas conduire à une dévalorisation des contenus dès lors qu'on passe au numérique ; Les offres payantes et exclusives ont aussi leur place sur le Net.

- un principe d'exclusion des autres droits, qu'ils concernant la prévention de comportements anticoncurrentiels, le respect de la vie privée ou encore la propriété intellectuelle

Sauf à vouloir faire de la neutralité du Net une nouvelle pensée unique et un horizon indépassable, nous souhaitons voir s'imposer l'émergence d'un Internet respectueux. Un Internet respectueux car, d'une part, il faut garantir un accès équitable et efficace aux contenus sans pénaliser ni les consommateurs ni les acteurs qui n'appartiennent pas à de grands groupes de communications ou de fournisseurs d'accès mais sans interdire tout principe de régulation dès lors que celle-ci est transparente et non-discriminatoire. Dans ce cadre, l'existence de services managés et de contraintes de restriction de trafic liées aux capacités de la bande passante nous paraissent logiques et compréhensibles.

D'autre part, il est évident que cette garantie d'accès doit valoir dans le cadre du respect de la propriété intellectuelle qui reste non seulement un droit juridiquement protégé à l'échelon national, européen et international mais aussi un élément essentiel de la rémunération des créateurs, du financement de la création et de l'expression de la diversité culturelle.

Ce ne sont pas là que des mots qu'on peut ignorer mais des réalités juridiquement consacrées dont la concrétisation permet quotidiennement aux réseaux d'offrir des contenus. Or, la neutralité des réseaux sans contenus, sans films, sans œuvres perdrait largement de son intérêt.

### **- Neutralité du Net et contenus audiovisuels**

Nous regrettons aussi que ce débat sur la neutralité du Net soit très souvent confisqué par des enjeux techniques ou technologiques. Or, l'impact de l'application - ou non - de la neutralité du Net sur les contenus audiovisuels est beaucoup plus puissant que ne le laisse à penser la place réduite à laquelle sont astreints les développements autour des contenus et de l'audiovisuel.

Nous n'envisageons naturellement pas que la neutralité du Net soit synonyme d'un recul dans la lutte engagée contre la contrefaçon numérique. Il est en effet essentiel de ne pas céder sur le terrain de la protection de la propriété intellectuelle qui est au centre du dynamisme de la création française et de défendre pour ce faire une approche mesurée, raisonnée et équilibrée de la neutralité du Net.

Au-delà, il nous semble que les autorités en charge de la régulation du Net et des contenus audiovisuels et les pouvoirs publics devraient agir plus fortement dans deux directions afin d'assurer une neutralité de la régulation en matière audiovisuelle :

- le rôle des portails et des moteurs de recherche dans l'accès aux œuvres et aux contenus audiovisuels

La non-discrimination, qu'elle concerne la source, la destination ou les contenus, semble être l'un des principes phares de la neutralité du Net. Mais, s'il est souvent mis à la charge des fournisseurs d'accès la responsabilité de ne pas bloquer ou dégrader les flux d'information qui permettent aux internautes d'utiliser librement Internet et d'accéder aux contenus et aux sites de leur choix, les portails et moteurs de recherche sont trop exonérés de toute responsabilité.

Or, la neutralité du « search » devrait être un principe aussi fort et essentiel que semble le devenir la neutralité du Net. La garantie que les infrastructures techniques et que les pratiques des fournisseurs d'accès à Internet doivent offrir la possibilité d'accéder aux ressources présentes sur le réseau perdent leur sens si une juste concurrence n'existe pas lors de la phase de recherche des contenus. Ceci implique ni mise en avant injustifiée et arbitraire ni dégradation du résultat de la recherche de certains contenus par rapport à d'autres.

La structuration récente du marché de l'Internet montre à l'évidence une montée en puissance exponentielle des plateformes de service et des intermédiaires, parmi lesquelles se trouvent notamment les moteurs de recherche. Le chiffre d'affaires de Google a ainsi progressé de 29% entre 2007 et 2008, passant de 16,9 milliards de dollars à 21,8 milliards de dollars avec un bénéfice net en progression de 30%. Cette croissance très forte a été notamment tirée par l'intermédiation rendue ainsi possible entre des producteurs et des éditeurs de contenus (audiovisuel, presse...) et des utilisateurs.

Face à la nouvelle puissance que représente ces acteurs mondiaux qui ont su s'imposer sur ce marché et qui capte aujourd'hui l'essentiel des recherches (Google capte ainsi 78% du marché de la recherche aux USA et est largement majoritaire dans les pays européens), il est essentiel que les organismes de régulation soient à même de s'assurer que cette intermédiation s'inscrit dans un respect total et entier des règles de concurrence et ne pénalise pas un certain nombre de contenus et d'œuvres qui se trouveraient injustement référencés.

- l'équité de la régulation

La convergence numérique prend des formes nouvelles. Alors qu'il y a quelques années, le poste de télévision semblait devoir céder la place aux ordinateurs et aux autres écrans, l'arrivée des télévisions connectées à Internet inscrit au contraire l'écran de télévision dans une nouvelle modernité.

Mais, une fois encore, la novation technologique et les nouveaux usages qui en découleront ne sont rien face à l'impact sur la régulation audiovisuelle. Pour défendre l'exception puis la diversité culturelle, la France, mais aussi l'Europe, ont toujours soutenu la mise en place d'une réglementation forte pour promouvoir la création audiovisuelle et cinématographique. Cette ambition s'est exprimée notamment dans l'instauration d'obligations de financement de la création nationale et de quotas de diffusions. Parce que la télévision est aussi un élément de la vie démocratique et de l'expression du pluralisme, des obligations éditoriales particulières (protection de l'enfance, déontologie de l'information, sous-titrage à destination des sourds et malentendants) lui ont aussi été imposées.

Or, l'arrivée sur les écrans de télévisions de contenus et de services qui ne sont soumis à aucune des obligations auxquels les services audiovisuels sont astreints est inquiétante si elle n'est pas régulée. C'est une concurrence déloyale qui serait ainsi apportée à des éditeurs de services qui contribuent au financement et à l'expression de la diversité culturelle par des opérateurs, souvent délocalisés, et qui s'exonèrent de tout engagement à l'égard de la création, quand ils n'évitent pas totalement de rémunérer les créateurs dont ils diffusent les œuvres.

S'il n'est pas envisageable de calquer des règles identiques pour tous, la préparation actuelle d'un décret soumettant à obligations de financement et d'exposition de la création française et européenne les SMAD démontre que la réglementation est en mesure de s'adapter à la nature et aux spécificités de chacun des services en tenant compte également des risques de délocalisation qui peuvent exister.

Il faut donc tendre vers une certaine éthique de la régulation qui ne sacrifie pas le soutien à la création à un modernisme mondialisé et dérégulé mais qui contribue à créer une régulation équitable entre des opérateurs qu'ils soient français, européens ou extra-communautaires, qui vont offrir aux téléspectateurs, dans des conditions de réception identiques, des contenus audiovisuels.

Par extension, c'est l'architecture du financement de la création qui devrait être modernisé. Car ces nouveaux opérateurs échappent non seulement à la rigueur de la fiscalité française en établissant leur siège européen dans des pays fiscalement très avantageux (Irlande pour Google ; Luxembourg pour iTunes) mais ils captent également désormais une part croissante des revenus publicitaires autrefois dévolus aux autres médias qui assument les coûts de production des contenus.

Quelques chiffres éclairent cette situation : Entre 2003 et 2008, TF1 observe un recul de son chiffre d'affaires (-5%) alors que Google a multiplié le sien par 14 ! Les revenus publicitaires nets de Google France, estimés à environ 800 millions d'€, sont près de 10 fois supérieurs à ceux de la régie Internet de TF1.

La stratégie de Google peut ainsi se résumer : s'appropriier l'audience de ses partenaires pour s'accaparer les ressources publicitaires. Car si les partenariats et les partages de recettes existent, les accords sont toujours très largement favorables à Google qui disposent d'une puissance qu'aucun opérateur audiovisuel n'a.

Dans ces circonstances, les pistes lancées par la Mission Zelnick-Cerruti-Toubon tendant à créer une taxation des revenus publicitaires sur Internet, pourtant sur les principales sociétés afin d'éviter d'handicaper le développement de structures jeunes et innovantes, participent pleinement de cette réflexion pour aboutir à un univers numérique qui ne fragilise ni les opérateurs de l'audiovisuel ni le financement de la création.

### Conclusion :

Si elle veut être pertinente, la question de la neutralité du Net ne peut se résumer au financement des réseaux ou à l'utilisation optimale de la bande passante. Elle doit être prolongée d'une réflexion sur les règles qui doivent être mises en place pour veiller à ce que les outils de référencement n'introduisent pas de biais injustifiés dans la recherche des contenus et à ce que la régulation entre les acteurs mettant à disposition des contenus audiovisuels soit équitable et non préjudiciable au financement et à l'exposition des œuvres audiovisuelles et cinématographiques d'expression originale française.